

Art. 17. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 12 juin 1970 réglant l'organisation et le fonctionnement des jurys d'Etat de l'enseignement universitaire, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 1973;

2° l'arrêté du Régent du 18 janvier 1946 relatif au nouveau mode de rémunération des jurys constitués par le Gouvernement pour la collation des grades académiques, modifié par l'arrêté du Régent du 20 octobre 1948 et l'arrêté royal du 10 octobre 1961;

3° le 13° de l'article unique de l'arrêté ministériel du 29 juin 1948 relatif au montant des allocations et subventions de toute nature octroyées aux membres des commissions et des jurys.

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1992.

Art. 19. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 février 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

N. 93 — 854 (92 — 1959)

1 JULI 1992. — Decreet tot wijziging van het decreet van 27 maart 1991 houdende het statuut van de Nederlandse Radio- en Televisie-uitzendingen in België, Omroep van de Vlaamse Gemeenschap. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1992, bl. 16921 moet gelezen worden :

— in artikel 2, 2e en 3e regel, lezen : « worden §§ 3 en 4 vervangen door de volgende bepalingen », in plaats van : « worden §§ 3 en 4 vervangen door volgende bepalingen ».

— 6e regel :

$$« D_{93+n} = (D_{93} - P_{93}) \times [0,53 \times (L_1/L_0) + 0,47 \times (C_1/C_0)] + P_{93+n} »$$

TRADUCTION

F. 93 — 854 (92 — 1959)

1er JUILLET 1992. — Décret portant modification du décret du 27 mars 1991 portant statut de la « Nederlandse Radio- en Televisie-uitzendingen in België, Omroep van de Vlaamse Gemeenschap ». — Erratum

Au *Moniteur belge* du 25 juillet 1992, p. 16921, il convient de lire :

— à l'article 2, 2e et 3e ligne : « worden §§ 3 en 4 vervangen door de volgende bepalingen », au lieu de : « worden §§ 3 en 4 vervangen door volgende bepalingen ».

— 6e ligne :

$$« D_{93+n} = (D_{93} - P_{93}) \times [0,53 \times (L_1/L_0) + 0,47 \times (C_1/C_0)] + P_{93+n} »$$

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 855

[C — 27116]

11 FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon instituant un Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 8 août 1980 des réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 1981 instituant un Conseil supérieur wallon des Forêts, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 février 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Il est institué auprès de l'Exécutif régional wallon un « Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois », ci-après dénommé « le Conseil ».

Art. 2. Dans le présent arrêté il faut entendre par :

Les Ministres compétents :

- le membre de l'Exécutif ayant les forêts dans ses attributions;
- le membre de l'Exécutif ayant l'économie dans ses attributions;
- le membre de l'Exécutif ayant le développement technologique dans ses attributions;
- le membre de l'Exécutif ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

Les administrations compétentes :

- l'administration qui a la compétence en matière de forêts;
- l'administration qui a la compétence en matière d'économie;
- l'administration qui a la compétence en matière de développement technologique;
- l'administration qui a la compétence en matière d'aménagement du territoire.

Art. 3. Le Conseil a pour mission de donner aux Ministres compétents un avis sur toutes les questions intéressant les forêts et la filière bois. Il connaît de ces questions d'office ou sur demande des Ministres compétents.

Le Conseil délibère également sur les propositions qui lui sont soumises par quatre de ses membres au moins.

Art. 4. Le Conseil se réunit une fois par an au moins.

Art. 5. Le siège du Conseil est fixé à Namur.

Art. 6. Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'Exécutif pour approbation.

Art. 7. L'Exécutif nomme le président et le vice-président du Conseil. Le Conseil est composé, outre le président et le vice-président, de quinze membres effectifs et quinze membres suppléants au plus, nommés par l'Exécutif régional wallon.

1. Deux effectifs et deux suppléants proposés par le syndicat des propriétaires forestiers privés;
2. Deux effectifs et deux suppléants représentant des propriétaires publics;
3. Un effectif et un suppléant proposés par le Front vert wallon;
4. Un effectif et un suppléant proposés par la Fédération nationale des Experts forestiers;
5. Un effectif et un suppléant proposés par l'Union professionnelle des Associations horticoles;
6. Un effectif et un suppléant proposés par l'Union des Entrepreneurs forestiers de Wallonie;
7. Un effectif et un suppléant proposés par la Fédération belge des Exploitants forestiers et des Marchands de Bois de Mine et de Papeterie;
8. Un effectif et un suppléant proposés par la Fédération nationale des Scieries;
9. Un effectif et un suppléant proposés par la Fédération des Papeteries;
10. Un effectif et un suppléant proposés par la Faculté agronomique de Gembloux;
11. Un effectif et un suppléant proposés par l'Université Catholique de Louvain;
12. Un effectif et un suppléant proposés par le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;
13. Un effectif et un suppléant proposés par le Conseil supérieur wallon de la Chasse.

Les représentants des Ministres compétents ainsi que les directeurs généraux des administrations compétentes ou leur représentant peuvent assister aux séances du Conseil. Ils n'ont toutefois pas voix délibérative.

Le membre suppléant n'assiste au Conseil que lorsque le membre effectif y est empêché.

Le Conseil a le droit d'inviter à ses séances les personnes qu'il désire entendre sur les problèmes en discussion.

Art. 8. Sauf exception motivée par des compétences particulières, tout membre du Conseil doit être domicilié en Région wallonne.

Art. 9. La durée du mandat des membres du Conseil est de six ans. Le mandat est renouvelable.

Le Conseil est renouvelé par moitié tous les trois ans.

Au terme de la troisième année à dater de la mise en place du Conseil, la première moitié des membres sortants sera désignée par le sort.

En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat, le membre nouvellement désigné achève le mandat de son prédécesseur.

Les mandats sont personnels.

Un membre, qui n'a pas suivi les travaux du Conseil durant deux années consécutives, est considéré d'office comme démissionnaire.

Art. 10. Le Conseil économique et social de la Région wallonne est chargé du secrétariat du Conseil.

Art. 11. Le Conseil peut constituer en son sein des commissions. Il en fixe les modalités de fonctionnement.

Art. 12. Les fonctions de membre du Conseil ne sont pas rémunérées.

Les membres du Conseil et les personnes visées au dernier alinéa de l'article 7 ont toutefois droit à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour à charge du budget de la Région wallonne. A cette fin, ils seront assimilés aux fonctionnaires de rang 15.

Art. 13. Les arrêtés royaux des 2 août 1897 et 12 mars 1903, instituant un Conseil supérieur des Forêts, sont abrogés pour la Région wallonne. L'arrêté royal du 17 décembre 1981 instituant un Conseil supérieur wallon des Forêts est abrogé.

Art. 14. Les membres de l'Exécutif régional wallon ayant les Forêts, l'Economie, le Développement technologique et l'Aménagement du Territoire dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 février 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 855

[C — 27116]

**11. FEBRUAR 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Errichtung eines « Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois »
(Wallonischen Hohen Rates des Forstwesens und des Holzgewerbes)**

Aufgrund des Gesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;
Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Dezember 1981 zur Errichtung eines Wallonischen Hohen Forstrates, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Februar 1986;
Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Ein hierunter « Rat » genannter « Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois » wird bei der Wallonischen Regionalexekutive errichtet.

Art. 2. Im vorliegenden Erlaß versteht man unter :

Die zuständigen Minister :

- das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen gehört;
- das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;
- das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die technologische Entwicklung gehört;
- das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

Die zuständigen Verwaltungen :

- die Verwaltung, die für das Forstwesen zuständig ist;
- die Verwaltung, die für die Wirtschaft zuständig ist;
- die Verwaltung, die für die technologische Entwicklung zuständig ist;
- die Verwaltung, die für die Raumordnung zuständig ist.

Art. 3. Der Rat hat als Aufgabe, den zuständigen Ministern eine Stellungnahme zu jeder Frage betreffend das Forstwesen und das Holzgewerbe abzugeben. Er nimmt von Amts wegen oder auf Antrag von den zuständigen Ministern davon Kenntnis.

Der Rat beschließt auch über die Vorschläge, die ihm von mindestens vier seiner Mitglieder vorgelegt werden.

Art. 4. Der Rat versammelt sich mindestens einmal im Jahr.

Art. 5. Der Sitz des Rates wird in Namur festgesetzt.

Art. 6. Der Rat legt seine Dienstordnung fest und legt sie der Exekutive zur Genehmigung vor.

Art. 7. Die Exekutive ernennt den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Rates. Außer dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden besteht der Rat aus höchstens fünfzehn effektiven Mitgliedern und fünfzehn stellvertretenden Mitgliedern, die von der Wallonischen Regionalexekutive ernannt werden :

1. Zwei effektiven und zwei stellvertretenden Mitglieder, die vom Verband der privaten Waldbesitzer vorgeschlagen werden;
2. Zwei effektiven und zwei stellvertretenden Mitglieder, die die öffentlichen Eigentümer vertreten;
3. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die vom « Front vert wallon » (Wallonische Grüne Front) vorgeschlagen werden;
4. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die von der « Fédération nationale des Experts forestiers » (dem Landesverband der Forstwirte) vorgeschlagen werden;
5. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die von der « Union professionnelle des Associations horticoles » (dem Berufsverband der Gärtnervereinigungen) vorgeschlagen werden;

6. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die von der « Union des Entrepreneurs forestiers de Wallonie » (dem Verband der Leiter der forstwirtschaftlichen Betriebe Walloniens) vorgeschlagen werden;

7. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die von der « Fédération belge des Exploitants forestiers et des Marchands de Bois de Mine et de Papeterie » (dem Verband der Forstwirte und der Gruben- und Papierholzhändler) vorgeschlagen werden;

8. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die von der « Fédération nationale des Scieries » (dem Landesverband der Sägereien) vorgeschlagen werden;

9. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die von der « Fédération nationale des Papeteries » (dem Landesverband der Papierfabriken) vorgeschlagen werden;

10. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die vom « Faculté agronomique de Gembloux » (Agrarwissenschaftlichen Institut von Gembloux) vorgeschlagen werden;

11. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die von der « Université Catholique de Louvain » (Katholischen Universität von Leuven) vorgeschlagen werden;

12. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die vom « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature » (Wallonischen Obersten Rat für die Erhaltung der Natur) vorgeschlagen werden;

13. Ein effektives und ein stellvertretendes Mitglied, die vom « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Wallonischen Obersten Rat für das Jagdwesen) vorgeschlagen werden.

Die Vertreter der zuständigen Minister sowie die Generaldirektoren der zuständigen Verwaltungen oder ihr Vertreter dürfen den Sitzungen des Rates beiwohnen. Sie haben jedoch keine beschließende Stimme.

Das stellvertretende Mitglied wohnt dem Rat nur bei Verhinderung des effektiven Mitglieds bei.

Der Rat hat das Recht, die Personen, die er von den zu besprechenden Problemen sprechen hören möchte, zu seinen Sitzungen einzuladen.

Art. 8. Außer durch besondere Zuständigkeiten begründeter Ausnahme soll jedes Mitglied des Rates seinen Wohnsitz in der Wallonischen Region haben.

Art. 9. Das Mandat der Mitglieder des Rates hat eine Dauer von sechs Jahren und kann erneuert werden.

Die Hälfte des Rates wird alle drei Jahre erneuert.

Am Ende des dritten Jahres ab dem Datum der Einsetzung des Rates wird die erste Hälfte der ausscheidenden Mitglieder durch das Los bezeichnet.

Bei einem vor dem Ende des Mandats frei gewordenen Sitz wird das neu bezeichnete Mitglied das Mandat seines Vorgängers beenden.

Die Mandate sind persönlich.

Ein Mitglied, das die Arbeiten des Rates zwei aufeinanderfolgenden Jahre lang nicht gefolgt hat, wird von Amts wegen als rücktretend betrachtet.

Art. 10. Der « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) wird mit dem Sekretariat des Rates beauftragt.

Art. 11. Der Rat darf aus seiner Mitte Kommissionen errichten. Er legt die Modalitäten für ihre Arbeitsweise fest.

Art. 12. Die Ämter als Mitglied des Rates werden nicht besoldet.

Die Mitglieder des Rates und die im ersten Absatz von Artikel 7 erwähnten Personen haben jedoch Recht auf die Fahrt- und Aufenthaltskostenvergütung zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region. Zu diesem Zweck werden sie den Beamten der Rangklasse 15 gleichgestellt.

Art. 13. Die Königlichen Erlasse vom 2. August 1897 und vom 12. März 1903 zur Errichtung eines Hohen Forstrates werden für die Wallonische Region aufgehoben. Der Königliche Erlaß vom 17. Dezember 1981 zur Errichtung eines Wallonischen Hohen Forstrates wird aufgehoben.

Art. 14. Die Mitglieder der Exekutive, zu deren Zuständigkeitsbereich das Forstwesen, die Wirtschaft, die technologische Entwicklung und die Raumordnung gehören, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Februar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 93 — 855

[C — 27116]

**11 FEBRUARI 1993. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot instelling van een « Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois »
(Waalse Hoge Raad van de Bossen en de « Houtfilière »)**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 1981 tot instelling van een Waalse Hoge Bosraad, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 februari 1986;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Bij de Waalse Gewestexecutieve wordt er een « Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois » ingesteld, hierna volgend « de Raad » genoemd.

Art. 2. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

De bevoegde Ministers :

- het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheden de bossen behoren;
- het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheden de economie behoort;
- het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheden de technologische ontwikkeling behoort;
- het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheden de ruimtelijke ordening behoort.

De bevoegde administraties :

- de administratie bevoegd voor de bossen;
- de administratie bevoegd voor de economie;
- de administratie bevoegd voor de technologische ontwikkeling;
- de administratie bevoegd voor de ruimtelijke ordening.

Art. 3. De Raad heeft als doel de bevoegde ministers een advies te geven over alle vragen betreffende de bossen en de « houtfilière ». Hij neemt kennis van deze vragen van ambtswege of op verzoek van de bevoegde Ministers.

De Raad beraadslaagt ook over de voorstellen die hem voorgelegd worden door minstens vier van zijn leden.

Art. 4. De Raad komt minstens één keer per jaar bijeen.

Art. 5. De zetel van de Raad is te Namen gevestigd.

Art. 6. De Raad maakt zijn reglement van orde op en legt het ter goedkeuring voor aan de Executieve.

Art. 7. De voorzitter en de vice-voorzitter van de Raad worden door de Executieve benoemd. Buiten de voorzitter en de vice-voorzitter bestaat de Raad uit maximum vijftien werkende leden en vijftien plaatsvervangende leden die door de Waalse Gewestexecutieve benoemd worden :

1. Twee werkende en twee plaatsvervangende leden voorgesteld door de vereniging van de privé boscijenaars;
2. Twee werkende en twee plaatsvervangende leden die de openbare eigenaars vertegenwoordigen;
3. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de « Front vert wallon »;
4. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de Nationale Bond der Bosdeskundigen;
5. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door het Beroepsverbond van de Tuinbouwverenigingen;
6. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de « Union des Entrepreneurs forestiers de Wallonie »;
7. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de « Fédération belge des Exploitants forestiers et des Marchands de Bois de Mine et de Papeterie »;
8. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de Nationale Federatie der Zagerijen;
9. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de Federatie van de Papierfabrieken;
10. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de « Faculté agronomique de Gembloux »;
11. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de Université Catholique de Louvain;
12. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature »;
13. Een werkend en een plaatsvervangend lid voorgesteld door de « Conseil supérieur wallon de la Chasse ».

De vertegenwoordigers van de bevoegde Ministers en de directeurs-generaal van de bevoegde administraties of hun vertegenwoordiger kunnen de zittingen van de Raad bijwonen. Zij zijn echter niet stemgerechtigd.

Het plaatsvervangend lid woont de zittingen van de Raad bij enkel wanneer het werkend lid verhinderd is.

De Raad heeft het recht personen uit te nodigen op zijn vergaderingen, die hij wenst te horen in verband met de besproken problemen.

Art. 8. Behalve uitzondering gemotiveerd door bijzondere bevoegdheden moet ieder Raadslid in het Waalse Gewest wonen.

Art. 9. De duur van de mandaten van de Raadsleden is zes jaar. Het mandaat is vernieuwbaar.

De Raad wordt om de drie jaar voor de helft vernieuwd.

Op het einde van het derde jaar, te rekenen vanaf de instelling van de Raad, wordt de eerste helft van de aftredende leden door loting aangeduid.

In geval van vacature voor het verloop van een mandaat beëindigt het nieuw aangestelde lid het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten zijn persoonlijk.

Een lid, dat de werken van de Raad tijdens twee opeenvolgende jaren niet bijgewoond heeft, wordt van ambtswege aanzien als ontslagnemend.

Art. 10. De « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Social-Economische Raad van Wallonië) is belast met het secretariaat van de Raad.

Art. 11. De Raad kan in zijn midden commissies oprichten. Hij bepaalt de werkwijze ervan.

Art. 12. De functies van Raadslid zijn niet bezoldigd.

De Raadsleden en de in het laatste lid van artikel 7 bedoelde personen hebben echter recht op een vergoeding voor reis- en verblijfkosten ten laste van de begroting van het Waalse Gewest. Daarvoor worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

Art. 13. De koninklijke besluiten van 2 augustus 1897 en van 12 maart 1903 tot instelling van een Hoge Bosraad zijn, wat het Waalse Gewest betreft, opgeheven. Het koninklijk besluit van 17 december 1981 tot instelling van een Waalse Hoge Bosraad is opgeheven.

Art. 14. De leden van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheden de Bossen, de Economie, de Technologische Ontwikkeling en de Ruimtelijke Ordening behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 februari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERIE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 856

[C — 31061]

4 MARS 1993. — Ordonnance relative à la conservation du patrimoine immobilier (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

(1) Documents du conseil :

Session ordinaire 1991-1992. A — 165/1. Projet d'ordonnance.

Session ordinaire 1992-1993. A — 165/2. Rapport. — A — 165/3. Amendements après rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séances des 18 et 19 février 1993. — Adoption. Séance du 19 février 1993.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 856

[C — 31061]

4 MAART 1993. — Ordonnantie inzake het behoud van het onroerende erfgoed (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

(1) Dokumenten van de raad :

Gewone zitting 1991-1992. — A — 165/1. Ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 1992-1993. — A — 165/2. Verslag. — A — 165/3. Amendementen na verslag.

Volledig verslag. — Bespreking. Vergaderingen van 18 en 19 februari 1993. — Aanneming. Vergadering van 19 februari 1993